

La limitation des mandats présidentiels : un avantage de la démocratie

« Président à vie », un titre qui sonne bien pour certains. Mais pour la plupart d'entre nous, la limitation du nombre de mandats est une bonne chose : on y voit un garde-fou contre un pouvoir effréné.

(Shutterstock)



Aux États-Unis, [depuis 1951](#), les présidents ne peuvent plus briguer de troisième mandat. Même avant cela, la plupart d'entre eux suivaient l'exemple de [George Washington](#) et ne cherchaient pas à rester à la Maison Blanche plus de huit ans.

En Afrique du Sud, fidèle à sa parole, [Nelson Mandela](#)* n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat à la tête de son pays. Les pressions du public n'y avaient rien changé.

Si les électeurs veulent reconduire dans ses fonctions le dirigeant au pouvoir, quitte à modifier la constitution, la [limitation des mandats](#)* va-t-elle à l'encontre de la volonté du peuple, comme on l'entend dire parfois ? En fait, l'histoire prouve que la limitation des mandats renforce à long terme les institutions démocratiques. Elle contribue aussi à la passation pacifique du pouvoir.

Ses avantages sont multiples :

- les candidats sortants risquent moins d'utiliser les institutions de l'État pour manipuler les élections, affaiblir l'autorité des autres pouvoirs du gouvernement et marginaliser leurs adversaires politiques ;
- les dirigeants se sentent davantage obligés de produire des résultats pour laisser un héritage positif à leur successeur ;
- personne ne devient indispensable, quel que soit son pouvoir ou sa popularité ;
- les transitions politiques se produisant à des intervalles réguliers et prévisibles, les partis rivaux n'ont pas vraiment de raison de recourir aux coups d'état ni à des moyens détournés pour renverser le système ;
- la nécessité de renouveler le leadership encourage la montée d'une autre génération de dirigeants politiques, l'apport de sang neuf et la possibilité de changements de politiques.

Cela peut sembler paradoxal mais, en empêchant un président populaire de rester à son poste, la limitation des mandats favorise une saine compétition entre les candidats. Rien de tel pour renforcer les institutions et le processus démocratiques.

Vous pouvez en apprendre davantage sur les institutions démocratiques et le processus électoral en suivant le cours en ligne du YALI Network [Comprendre les élections et la responsabilité citoyenne](#) . Prenez les trois leçons, répondez au quiz et gagnez un certificat gratuit du YALI Network.

*en anglais

Ces Nigériennes se sont battues contre les violences électorales

Des Libériens célèbrent l'investiture de leur  présidente, Ellen Johnson Sirleaf. Une première lors de l'élection présidentielle de 2011 : la mise en place d'une salle de gestion de crise pour les femmes. (© AP Images)

En mars 2015, quand les Nigériens se sont rendus aux urnes pour des [élections qui se révéleraient historiques](#), 40 jeunes, pour la plupart des femmes, étaient à pied d'œuvre. Leur mission : répondre 24 heures sur 24 aux appels téléphoniques faisant état d'incidents de violence et d'obstacles au vote.

Entretemps, 300 [observatrices électorales](#) s'acquittaient de leur tâche dans des bureaux de vote à travers les dix États ciblés du pays, informant Abuja des irrégularités dont elles étaient témoins. Et dans la capitale Abuja se trouvait une équipe formée de huit femmes éminentes du Nigeria, du Liberia, de la Sierra Leone et du Sénégal. Elles étaient chargées d'une mission bien particulière : travailler avec les partis politiques et les groupes religieux pour contrer en temps réel les menaces de violence à l'égard tant des électrices que des candidates.

Bienvenue à la [salle de gestion de crise pour les femmes](#). L'élection nigérienne est la toute dernière à tirer parti de cette idée née il y a quatre ans et qui se répand sur le continent africain. C'est en 2011, lors des élections législatives et présidentielles du Liberia, que l'idée d'installer une telle salle a vu le jour. Son objectif : promouvoir le développement du leadership féminin. Ce modèle a depuis été repris au Sénégal, en Sierra Leone, au Mali et en Guinée-Bissao.

Des participantes à la salle de gestion de  crise pour les femmes lors des élections de mars 2015 au Nigeria. (Crédit photo : Ambassade des États-Unis au Nigeria)

Les études l'ont démontré : les femmes et les enfants sont les plus exposés aux actes de violence électorale, y compris quand il s'agit d'empêcher les femmes d'exercer leur droit de vote. D'où l'intérêt de ces salles de gestion de crise, qui emploient des femmes et des jeunes pour garantir l'accès aux bureaux de vote.

Parmi les différentes sections dans la salle de crise pour les femmes au Nigeria, on en trouvait une occupée par des représentants de la police et une autre par ceux de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du pays. Une façon de réagir immédiatement aux informations faisant état d'actes de violence ou d'efforts visant à entraver le vote.

« Si une situation se produit sur le terrain et que nous souhaitons une intervention de la police - en

cas, par exemple, de violence dans un certain État pendant que les femmes sont en train de voter – nous répondons en contactant les autorités concernées, qu’il s’agisse de la CENI ou de la police. S’ils se trouvent dans la salle, c’est évidemment plus facile et plus rapide », a expliqué à ONU-Femmes Turrie Akerele Ismael, la procureure générale du Nigeria et l’une des femmes éminentes de la salle de gestion de crise.

« Les femmes et les jeunes jouent un rôle actif dans le maintien de la paix avant, pendant et après les élections », a souligné Sylvie Ndongmo, de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté. Cette organisation avait coordonné la mise en place de la salle de gestion de crise pour les élections nigérianes. Quand des groupes de la société civile travaillent avec les agences gouvernementales pour réduire les menaces dont font l’objet les électeurs et les candidats, précise-t-elle, « le risque de violence électorale devient l’occasion de promouvoir la paix et la démocratie durables. »

[Le secret des élections réussies du Nigeria](#)

Une femme hausa fait la queue devant  un bureau de vote à Daura, au Nigeria. Une tâche d’encre rouge sur l’ongle de son pouce indique qu’elle a déjà validé sa carte d’électrice. (© AP Images)

Les Nigériens sont allés aux urnes cette année pour élire leur président et de nouveaux membres du législatif. Pour diriger leur pays, ils ont choisi Muhammadu Buhari, qui l’a emporté sur le président sortant Goodluck Jonathan avec 2,5 millions de voix d’avance.

Les résultats étaient remarquables pour des raisons qui transcendent la carrière des candidats. Il s’agissait, en effet, de la première passation pacifique du pouvoir à un parti de l’opposition – du jamais vu de toute l’histoire démocratique du Nigeria. Le secrétaire d’État John Kerry a qualifié l’élection de « [moment décisif pour la démocratie en Afrique](#) ».

D’autres pays africains où des élections doivent bientôt avoir lieu – Côte d’Ivoire, Mali et Burkina, entre autres – étudient le cas du Nigeria dans l’espoir de découvrir le secret de sa réussite. Voici leurs observations :

Une jeunesse enhardie

Kingsley Bangwell dirige le groupe [Youngstars*](#) ; à son avis, c’est l’essor du militantisme des jeunes, dans les années précédant l’élection, qui a mené à un électorat plus engagé. Les étudiants ont manifesté contre la corruption dans le secteur pétrolier nigérian en 2012, et contre l’insurrection de Boko Haram en 2014. Les jeunes, explique Kingsley Bangwell, ont pris conscience de leur capacité «

de se rassembler autour d'une cause et d'obliger le gouvernement à les écouter».

La jeunesse « a été le moteur de la campagne du président Buhari », affirme Samson Itodo, fondateur de la Youth Initiative for Advocacy Growth and Advancement. Il y a de quoi s'étonner : Muhammadu Buhari était loin d'être le plus jeune des candidats ; en fait, il était presque le plus âgé. Mais les jeunes électeurs l'ont soutenu parce qu'ils voulaient voir « ce que quelqu'un ... armé de la volonté politique de combattre la corruption pouvait faire pour améliorer leur gagne-pain », a expliqué Samson Itodo.

Les réseaux sociaux

De 2011 à 2015, les électeurs ont eu recours en masse aux réseaux sociaux. Avant l'élection de mars, les rappers nigériens Banky et M.I ont participé à des chats sur Twitter pour sensibiliser le public à l'importance du vote. Et les deux partis ont utilisé les réseaux sociaux pour communiquer avec les jeunes.

La coalition [Enough is Enough](#)*, qui s'est donné pour mission de promouvoir une bonne gouvernance, a organisé un concert, avec une particularité : l'admission était gratuite si on présentait sa carte d'électeur. La coalition a fait de la publicité pour le concert sur les réseaux sociaux tout en encourageant les citoyens à s'inscrire sur les listes électorales. « Le public peut être apathique », explique Yemi Adamolekun, directrice d'Enough is Enough. « Alors, on a eu l'idée d'utiliser la musique et la comédie pour encourager les gens à participer. »

Youngstars a organisé une campagne médiatique sur le thème « Vote Not Fight » (Voter, ne pas se bagarrer). Son message de non-violence a atteint 62 millions de personnes. Le président de la Chambre et celui de la commission nationale électorale se sont joints à des milliers d'autres personnes en ajoutant leur nom au site Vote Not Fight en tant « qu'ambassadeurs de la paix ». Pour sa part, l'artiste 2Face a réalisé un [clip vidéo](#) sur le thème de cette campagne.

Un cadre de surveillance crédible

Une femme s'inscrit pour voter à Lagos, au 
Nigeria. (© AP Images)

Attahiru Jega, le président de la Commission électorale nationale indépendante du Nigeria au moment des récentes élections, avait déjà supervisé l'élection générale de 2011. Une élection « nettement plus transparente et crédible » que les trois précédentes, avait déclaré à l'époque un groupe international d'observateurs électoraux.

Attahiru Jega avait gagné la confiance du public en 2011 en reprenant à zéro la constitution des listes électorales. Il avait exigé que les électeurs soient accrédités aux urnes avant de pouvoir voter. Cette année, sa commission a introduit des cartes permanentes d'électeurs qui contiennent des données biométriques. Les bureaux de vote étaient équipés d'appareils capables de lire ces cartes et de vérifier ainsi l'identité des électeurs.

Quand l'élection de février avait été reportée de six semaines, Attahiru Jega a rassuré les électeurs qui auraient pu y voir une manœuvre de corruption. Le hashtag #iStandwithJega, très populaire sur

Twitter, affirmait sa crédibilité. Au bout du compte, Attahiru Jega a réussi à gagner la confiance tant du parti au pouvoir que de l'opposition ... et le succès des élections était au rendez-vous.
